

# « D'après l'état actuel de nos connaissances, nous avons fait ce qu'il fallait. »

Que s'est-il passé à l'Office du médecin cantonal pendant la crise du coronavirus ? Qu'est-ce qui a particulièrement bien fonctionné à Berne pour que le nombre de cas reste si bas ? Et qu'est-ce qui aurait dû être abordé autrement ? Un premier bilan avec la médecin cantonale Linda Narthey.

Interview : Nicole Weber, Service de presse et d'information (PID)

Photos : Markus Gubler, Service de presse et d'information (PID)

*L'entretien a eu lieu le 30 juin 2020 sur Zoom.*

**Mme Narthey, depuis quelques semaines, les mesures liées au coronavirus s'assouplissent rapidement. Quelle est la première chose qui était interdite pendant le confinement et que vous avez à nouveau faite ?**

Peu de choses ont changé en réalité. Simplement, je peux maintenant à nouveau manger au restaurant à midi. Je ne dois plus apporter mon repas chaque jour. C'est un gain de temps et l'occasion de faire une petite pause. À un endroit où le concept de protection est bien appliqué et où je ne dois pas faire la cuisine moi-même.

**Dans quel autre domaine attendez-vous tout particulièrement un retour à la normalité ? Qu'est-ce qui a été particulièrement difficile à supporter ?**

Même si ce n'est pas le plus important : j'attends avec impatience le moment où l'on pourra à nouveau voyager spontanément et librement. Ce sera une forme de liberté supplémentaire.

**Comme but de cette discussion, nous avons convenu de tirer un premier bilan prudent de la crise du coronavirus. Pensez-vous que c'est déjà le bon moment ?**

Pour pouvoir préparer l'avenir, il convient bien évidemment de porter un regard sur le passé, mais je crois qu'il est encore trop tôt pour en tirer un bilan définitif. On le fera progressivement au cours des prochaines semaines et des prochains mois. Néanmoins, nous devons réfléchir à ce que nous



**Point de presse du 8 mai 2020 sur la campagne d'information «C'est sûr» qui appelle à consulter un médecin lorsque cela est nécessaire. Au micro depuis la gauche: la médecin cantonale Linda Nartey, le médecin-chef du service universitaire d'infectiologie Jonas Marschall, le président du gouvernement et directeur de la santé Pierre Alain Schnegg, la présidente de la SMCB Esther Hilfiker, la cheffe de l'Office des personnes âgées et des personnes handicapées Astrid Wüthrich.**

mettrons en place lorsque les nombres de cas augmenteront à nouveau. Déterminer quelle mesure a été efficace, qu'est-ce qui a été une réussite et qu'est-ce qui a été un échec: tout cela constitue un véritable défi. Un jour, quand tout sera fini, on aura une vision plus claire de cette situation.

**« Pour pouvoir préparer l'avenir, il convient bien évidemment de porter un regard sur le passé. »**

**Nous tenterons d'anticiper prudemment l'avenir à la fin de l'entretien, mais tout d'abord, récapitulons les événements: vous venez de passer des mois extrêmement éprouvants. Comment avez-vous vécu le début de la pandémie à l'Office du médecin cantonal? À partir de quel moment avez-vous pris conscience que cela allait être une véritable épreuve?**

Ce n'est pas si facile à dire. Avec l'OFSP, nous avons été les premiers à être confrontés à cette question. En regardant la Chine, nous avons pu nous préparer progressivement. La situation est devenue sérieuse ici dès la fin du mois de janvier, avec des discussions quotidiennes, des évaluations de la situation, des suivis, ou encore le développement de la stratégie de l'OFSP. On réfléchissait également à la façon d'identifier des cas et de tester, etc. Fin février, nous étions véritablement au cœur du sujet.

En concertation avec les hôpitaux et les cabinets, nous avons alors dû chercher qui ferait les tests, comment procéder en présence de cas positifs, quels préparatifs mettre en place et où procéder à des ajustements. Ceci afin d'éviter une situation comparable à celle de l'Italie du Nord.

**Le 13 mars, le Conseil fédéral a déclaré la situation extraordinaire; les compétences des cantons ont ensuite été limitées à partir du 16 mars. Dans quelle mesure cela a-t-il changé votre travail?**

Rien n'a changé en ce qui concerne l'intensité: elle a augmenté avec la pandémie et n'a ralenti que dans le courant du mois de juin. Cependant, à partir de ce moment, nous n'avions plus de pouvoir de décision direct et appliquions donc les décisions du Conseil fédéral et de l'OFSP. En ce sens, nous sommes un peu passés en deuxième ligne.

**Quels ont été les défis les plus intenses que l'Office du médecin cantonal a dû relever au cours de la crise du coronavirus?**

Au fond, rien d'inattendu: il y avait un plan de pandémie, nous savions ce qu'il fallait faire dans ce cas. Ce qui a été très intense, c'est l'évaluation de la situation sur la base du peu de données disponibles. Le plus grand défi était et reste encore le traitement de l'information et la communication. Nous étions et sommes en lien constant avec le service fédéral compétent; de nombreux documents et principes de base ont été élaborés et nous devions en prendre connaissance et les traiter très rapidement. Le but était de pouvoir indiquer à tout moment à tous

les partenaires impliqués l'information suivante: quelles sont les consignes qui s'appliquent à notre cas? Sommes-nous à même d'appliquer les prescriptions en tout point? De plus, nous étions le premier point de contact pour les prestataires de la santé, certains spécialistes et, au niveau cantonal, pour des directions et des domaines de compétences. Nous avons eu un très grand nombre de demandes.

### **Voyez-vous ici un potentiel d'amélioration pour l'avenir?**

Je ne pense pas que cela puisse se passer vraiment différemment. Ce que l'on pourrait faire de plus, c'est prévoir une organisation de la communication de crise plus rigoureuse. Les procédures doivent être encore plus efficaces, pour que nous puissions communiquer encore plus vite. Nous sommes en train d'examiner ce que l'on peut améliorer. Et sinon, nous devons faire avec les ressources que nous avons. Nous sommes une petite équipe. Nous avons bien sûr reçu des renforts, mais nous ne disposons pas d'une marge de manœuvre illimitée pour faire les choses autrement.

**« Je ne crois pas que les choses se sont passées différemment à Berne ou ailleurs. »**

### **Comparé à l'ensemble de la Suisse, le canton de Berne est resté dans le bas du classement tout au long de la crise en ce qui concerne le nombre de personnes infectées et de décès (situation au 30 juin 2020). Pour quelle raison Berne s'est si bien sorti de cette crise jusqu'à présent?**

Je ne crois pas que les choses se sont passées différemment à Berne ou ailleurs. Cela peut s'expliquer par un facteur géographique, auquel s'ajoute sans doute une part de « chance ». Les cantons frontaliers ont été plus rapidement touchés que nous ou la Suisse centrale. De ce point de vue, Berne est un peu en retrait, ce qui nous a aidés. Nous n'avons été touchés que plus tard par la vague épidémique et avons donc pu prendre toutes les mesures en amont, ce qui nous a fortement protégés.

### **Des critiques à l'encontre des mesures du Conseil fédéral ont été entendues: l'économie souffre du confinement. Avec le recul, voyez-vous des mesures qui étaient éventuellement exagérées?**

Je crois que c'est dans la nature des choses que chaque mesure fasse tôt ou tard l'objet de critiques. Bien sûr, l'économie est fortement touchée.

La pandémie a un coût énorme pour la population. Cependant, sur la base des connaissances actuelles, j'estime que le Conseil fédéral a pris les bonnes mesures. Elles ont fait que notre système de santé n'a pas été surchargé, que nous n'avons pas eu de pandémie grave et que la population a bien suivi. Nous avons ainsi été relativement épargnés. Rétrospectivement, nous pouvons dire que nous aurions pu définir d'autres niveaux de restrictions dans certains domaines, mais selon l'état actuel de nos connaissances, nous avons fait ce qu'il fallait. Si l'on s'attend à un scénario comme en Italie du Nord, il faut aller très loin. Si l'on s'attend à des scénarios moins graves, les restrictions peuvent être moins draconiennes.

### **Dans quels domaines aurait-on donc pu définir d'autres niveaux de restrictions, rétrospectivement?**

À mon avis, rien n'a été inutile. Cependant, il faut continuer de discuter des points où l'économie a été touchée par les fermetures. Ce n'est pas vraiment anodin, car il y a toujours un décalage de 10 à 14 jours. Ce n'est qu'une fois ce délai passé que l'on peut constater quelles mesures ont été efficaces. Il faudrait essayer de le réduire tout en prenant des dispositions plus restreintes et plus ciblées. Moins de restrictions signifie toutefois que la personne concernée ou l'entreprise doit assumer une bien plus grande responsabilité. C'est ce qui est actuellement tenté dans le cadre des assouplissements. Dans les prochaines semaines, nous verrons à quel point cette responsabilité est assumée. Et j'ai l'impression que la population n'a pas envie d'assumer beaucoup de responsabilités. Si nous avons de la chance, cela ne changera pas grand-chose au niveau du nombre de cas, mais ce serait surprenant.

On voit aussi maintenant que les restrictions étaient très sévères dans le secteur de la santé. Dans le cas d'une nouvelle vague, on serait très certainement moins restrictifs à ce niveau-là. On pourrait le faire en suivant très étroitement les nombres de lits, de respirateurs, etc., et en ajustant les restrictions en conséquence.

### **Pendant longtemps, les consultations non urgentes chez le médecin ou à l'hôpital étaient interdites. Parfois, les médecins ne savaient pas exactement quels patients ils avaient le droit de traiter. Maintenant, la situation s'est inversée: on craint une prise en charge insuffisante. Le canton de Berne a lancé une campagne qui appelle la population à consulter lorsque cela est nécessaire. Est-ce que vous n'appelleriez plus à éviter les traitements non nécessaires?**

Certainement avec moins de véhémence tant que l'on voit qu'il n'y a pas de goulots d'étranglement





**Depuis 2018, Linda Nartey est la médecin cantonale de Berne.**

dans le système de santé. Les capacités sont un point important; c'est aussi le cas de la séparation stricte des personnes à risque et des malades. Nous voulons protéger les personnes vulnérables le mieux possible. Sur ce point également, il existerait des possibilités supplémentaires qui ne nécessiteraient pas de restreindre les traitements trop fortement. Cependant, cela signifie aussi que les cabinets et les hôpitaux devront assumer une responsabilité bien plus grande en s'assurant que les populations de patients sont séparées au sein de l'établissement tout en se protégeant eux-aussi, aussi bien le personnel que les patients. Pour cela, les processus doivent être adaptés, par exemple dans la formation du personnel et l'acquisition de matériel de protection. Au vu de la situation passée, on peut dire qu'il n'était pas possible de faire autrement. Nous avons reçu l'information selon laquelle il n'y avait pas assez de matériel de protection dans de nombreux cabinets et dans d'autres secteurs ambulatoires. Dans ce cas-là, on ne peut pas faire autrement. Aujourd'hui, la situation est heureusement différente.

**Y a-t-il un domaine pour lequel vous avez l'impression que cela aurait dû être fait différemment dès le début?**

La discussion porte actuellement sur la question de savoir si l'on aurait dû introduire plus tôt une obligation du port du masque dans certaines situations. Je trouve que cette discussion est relativement difficile, et je n'ai pas encore un jugement définitif dessus. La fonction de protection des masques ne s'est pas améliorée simplement parce que nous en avons

plus. On ne peut jamais et on n'a jamais pu se fier à 100 % aux masques. C'est un fait qui ne changera pas. On aurait pu éventuellement prodiguer des recommandations plus concrètes dans certains cas, pour sensibiliser la population. Mais pour la première vague, je pense qu'elles étaient adéquates. Rétrospectivement, nous en savons plus, ce qui fait que nous pourrions effectuer des ajustements pour la prochaine vague.

**« On voit maintenant que les restrictions étaient très sévères dans le secteur de la santé. »**

**Sur la base des connaissances actuelles, approuvez-vous l'introduction de l'obligation du port du masque?**

Il faut le voir en fonction de la situation. Une obligation générale de porter un masque est inutile, j'en reste convaincue. La communication est correcte: là où les distances ne peuvent pas être respectées, il faut prendre des mesures supplémentaires, que ce soit au niveau des vitres en plexiglas ou des masques de protection. Cette recommandation existait déjà dans les transports publics. Il y a une chose que je ne comprends pas: d'un côté, la population veut le moins possible de limitations et d'un autre côté, le port du masque dans les transports publics n'est accepté qu'à travers une obligation. Lorsque l'on veut être perçu comme une personne et une population

responsables, les recommandations devraient déjà suffire à produire un très bon effet.

**Par rapport au reste de la Suisse, est-ce que l'application SwissCovid reçoit un bon accueil dans le canton de Berne ? Êtes-vous satisfaite de son démarrage ?**

Personnellement, je ne sais pas à quel point cette application est utilisée. Je n'ai pas vu de chiffres. Si je ne me trompe pas, le nombre des utilisateurs est encore en dessous d'un million (situation au 30 juin 2020). L'installation de l'application est une chose, car encore faut-il l'activer en sortant de chez soi. Et toutes les autres étapes (mise en quarantaine volontaire après un avertissement, test au bout de 5 jours) doivent être suivies avec rigueur. Cette application peut alors avoir son utilité et compléter toutes les autres mesures. Par contre, cela ne sert à rien de se contenter d'utiliser l'application et d'ignorer toutes les règles de distance et d'hygiène. Le plus efficace est d'éviter toutes les situations de contact rapproché.

**« Je garde l'espoir que nous pourrions empêcher l'arrivée d'une deuxième vague associée à un pic encore plus élevé que celui de la première. »**

**Êtes-vous optimiste quant à l'absence d'une deuxième grande vague ?**

Je garde l'espoir que nous pourrions empêcher l'arrivée d'une deuxième vague associée à un pic encore plus élevé que celui de la première. Cependant, je pars du principe qu'il y aura une deuxième vague. Nous n'avons pas d'autres bases de travail, et les experts n'ont pas non plus émis de déclarations contraires.

**Prendrez-vous des vacances cet été ? Où irez-vous ?**

J'ai prévu des vacances à la fin juillet. Si je pourrai les prendre ? Cela dépendra de l'évolution de la situation. Je resterai en partie à la maison, je profiterai du temps et je ferai des excursions. J'irai éventuellement passer quelques jours dans une maison isolée en France, mais tout dépendra de la situation épidémiologique.

**Linda Narthey**

Linda Narthey est la médecin cantonale de Berne depuis le 1<sup>er</sup> mars 2018 ; elle a auparavant exercé en tant que médecin cantonale adjointe pendant quatre ans. Après un doctorat en médecine à l'Université de Berne, Mme Narthey obtient le titre de médecin spécialiste en prévention et santé publique ainsi qu'un Master of Science en épidémiologie à la London School of Hygiene and Tropical Medicine. En mai 2017, elle termine des études post-diplôme en management de la santé à l'Université de Berne.

Après l'examen d'État, Linda Narthey travaille pendant huit ans comme médecin-assistante en chirurgie, gynécologie/obstétrique et médecine interne, comme assistante de cabinet et remplaçante dans un cabinet de médecine de premier recours, et comme médecin au Centre de santé pour les femmes de la ville de Berne. Elle travaille ensuite comme collaboratrice scientifique à l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Berne puis, de 2005 à 2009, comme collaboratrice scientifique dans le département des maladies transmissibles de l'Office fédéral de la santé publique. De 2009 à 2014, Linda Narthey est responsable de la coordination des projets à la Clinical Trial Unit CTU de l'Université de Berne.

Mme Narthey a grandi dans les cantons de Berne, Zurich et d'Argovie. Mère d'un fils de 21 ans et d'une fille de 19 ans, elle vit avec sa famille à Berne.